

Analyse situationnelle sur les défis spécifiques liés à l'exploitation et l'abus sexuels des garçons

BURKINA FASO

Août 2025



ECPAT International tient à remercier toutes les personnes impliquées dans cette recherche au Burkina Faso.

Équipe de recherche des organisations KEOOGO et Association Burkinabè pour la Survie de l'Enfance (ABSE): Sawadogo Safiatou Adelaïde, Ouedraogo Harouna, Zampou Lassina et Momo Ibarante.

ECPAT International: Morgana D'Amico, Andrea Varrella, Francesco Cecon, Willy Buloso et Sendrine Constant.

Citation suggérée: ECPAT International. (2025). Analyse situationnelle sur les défis spécifiques liés à l'exploitation et l'abus sexuels des garçons au Burkina Faso.

ECPAT tient à remercier le Fonds pour la Société Civile du ministère des Affaires étrangères de la République d'Irlande pour le soutien qu'il a apporté à la réalisation de cette publication.

ECPAT remercie également l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida) et la Fondation Oak pour le soutien financier apporté à ses objectifs organisationnels généraux.

Les opinions exprimées dans ce document n'engagent qu'ECPAT International. Le soutien de ces donateurs ne constitue pas une approbation des opinions exprimées. Les idées, opinions et commentaires qui y figurent sont entièrement ceux des auteurs.

Conception graphique: Eduart Strazimiri

Illustrations by: [Rewire](#)

Publié par:

ECPAT International

328/1 Phaya Thai Road, Ratchathewi,
Bangkok 10400, Thaïlande.

Téléphone: +66 2 215 3388 | Courriel: info@ecpat.org

Site web: www.ecpat.org



TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	2
Méthodologie	2
Limites et défis de la recherche	3
QUELQUES CONSIDÉRATIONS SUR LES NORMES DE GENRE AU BURKINA FASO	5
Normes de genre et conception de la masculinité	5
EXPLOITATION ET ABUS SEXUELS DES GARÇONS AU BURKINA FASO	8
Risques identifiés et facteurs facilitant l'exploitation et l'abus sexuels des garçons	8
Tendances relatives à l'exploitation et aux abus sexuels des garçons	9
Enfants en situation de mobilité, de rue, traite et travail d'enfants	10
Centres et structures d'accueil, écoles ou milieu sportif	11
Exploitation des garçons dans la prostitution	11
Cas impliquant des travailleurs expatriés	12
Rôle de la technologie	12
SERVICES ET STRATÉGIES DE RÉPONSE À L'EXPLOITATION ET À L'ABUS SEXUELS AU BURKINA FASO	13
Dispositifs et services existants pour les garçons victimes et/ou survivants d'exploitation et d'abus sexuels	13
Limites et barrières à l'accompagnement et au soutien aux garçons victimes et/ou survivants	13
Contraintes financières, organisationnelles et défis dans la formation spécialisée et la disponibilité de ressources	13
Barrières socio-culturelles	14
RECOMMANDATIONS	16



INTRODUCTION

Le projet “Ensemble” est une initiative conjointe sur trois ans (2022-2025) d'ECPAT et des partenaires nationaux Monde Des Enfants (Guinée); SOS Violences Sexuelles et Communauté Abel (Côte d'Ivoire); Association Burkinabé pour la Survie de l'Enfance et KEOOGO (Burkina Faso); et Association Nigérienne pour le Traitement de la Délinquance et la prévention du crime (Niger). La cible géographique du programme est l'Afrique de l'Ouest francophone, notamment le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Niger.

Dans la troisième année du projet, ECPAT International et ses partenaires ont mené une recherche ayant pour objectif de fournir une compréhension contextualisée de l'exploitation sexuelle des garçons, en mettant l'accent sur les perceptions au sein des communautés locales, les facteurs qui exposent les garçons à des risques accrus, ainsi que les besoins en matière de prévention, de protection et de services d'aide. Les résultats de cette recherche ont été consolidés dans ce rapport et informeront les actions de plaidoyer et les interventions de suivi du projet.

MÉTHODOLOGIE

La présente analyse situationnelle est le résultat d'un processus de recherche qui comporte cinq activités: une revue de la littérature (y compris une analyse des médias locaux); une cartographie des services existants pour les garçons ayant subi exploitation ou abus sexuels; des entretiens avec des travailleurs·euses de première ligne; des consultations avec des membres de communautés locales; et des consultations avec des garçons et filles.

Un ensemble d'entretiens avec quinze travailleurs·euses de première ligne a permis de recueillir des perspectives précieuses sur le contexte, les réponses existantes à l'exploitation et l'abus sexuels des garçons, ainsi que les défis et les opportunités pour fournir une prise en charge de qualité aux garçons survivants au Burkina Faso. Les travailleurs·euses qui se sont rendus disponibles pour les entretiens étaient des éducateurs spécialisés, chefs d'équipe, inspecteurs, encadreurs, gestionnaires de cas, policiers, attachés de santé, psychologues et médecins. Ils·elles sont employé·e-s dans des structures d'accueil pour enfants, des centres de formation professionnelle et de réhabilitation, des centres d'accueil et de transit, des organisations non gouvernementales, des associations de jeunes, des brigades régionales de protection de l'enfance, des sous-clusters humanitaires, des structures de détention et de correction et des cabinets d'expertise. Ces structures couvrent différents volets d'intervention, notamment la santé physique et mentale, le soutien socio-économique et les moyens de subsistance (nourriture, produits de première nécessité, soutien financier), l'hébergement, l'éducation formelle et la formation professionnelle, ainsi que le soutien juridique et judiciaire.

Deux consultations ont été organisées avec deux groupes de membres de communautés locales à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. En tout, 24 participant·e-s (14 hommes et 10 femmes) ont pris part à ces sessions. Ces personnes, âgées de 19 à 52 ans, étaient principalement des conseillers d'éducation, des parents, des animateurs d'associations, des personnes

déplacées internes, des employés de sociétés, des personnes âgées en situation de rue, et des femmes leaders engagées dans la protection de l'enfance formées par l'association KEOOGO.

Deux consultations ont été organisées avec 24 enfants (12 filles et 12 garçons) issus de communautés locales à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. Ces enfants, âgés de 12 à 17 ans, ont été répartis en groupes mixtes où figuraient des enfants scolarisés, en apprentissage, en situation de rue et déscolarisés. Dans les deux cas, les enfants ont été identifiés par les membres de la communauté consultés qui ont facilité leur participation.

Un atelier de consultation nationale a été organisé à la Maison de la Femme de Ouagadougou le 19 juin 2025, avec pour objectif de discuter et valider les résultats préliminaires de la recherche. Cet atelier a réuni les représentants de diverses agences, ministères, et organisations de la société civile.

Dans le cadre de cette étude, le terme *“survivants”* a été utilisé pour désigner les enfants et notamment les garçons confrontés à l'exploitation et aux abus sexuels. Ce choix traduit une volonté d'adopter un langage qui reconnaît l'autonomie et la résilience des personnes concernées. Il permet également d'éviter le terme *“victime”*, qui demeure utilisé dans certains contextes, notamment celui de la justice pénale, où il peut être plus approprié. Cependant, il est essentiel de souligner l'importance de permettre aux enfants et aux jeunes de définir eux-mêmes la manière dont ils souhaitent que leur expérience soit décrite. Dans la mesure du possible, il est toujours préférable de demander aux personnes concernées comment elles souhaitent être désignées,

conformément aux recommandations du Guide de Terminologie pour la Protection des Enfants contre l'Exploitation et l'Abus Sexuels.¹

LIMITES ET DÉFIS DE LA RECHERCHE

Constatant l'insuffisance des données disponibles sur la question, la présente recherche a été entreprise afin de combler cette lacune informationnelle. Ce manque s'est révélé être un défi majeur au cours des travaux: bien que de nombreuses informations existent sur la condition des enfants au Burkina Faso, il n'existe presque aucune étude ou rapport spécifique sur l'exploitation et les abus sexuels envers les garçons.

Cette situation est due, au moins en partie, à l'invisibilisation des violences sexuelles envers les garçons et les tabous qui existent autour de ce sujet. Comme ce document le montre, l'abus et l'exploitation sexuels des garçons ne sont pas généralement discutés de manière ouverte et font souvent l'objet de déni, tant de la part des survivants que des familles et des communautés. Les familles contribuent parfois à l'absence de signalement, et les garçons montrent beaucoup de réticence à parler de genre et de la discrimination. Ces éléments ont sans doute exercé une influence importante lors des activités de collecte des données; toutefois, les acteurs impliqués dans le projet ont démontré une certaine ouverture à discuter de ces sujets, allant jusqu'à partager des informations sur des cas connus de première main.

L'absence d'information détaillée et de prise en charge de ces violences de la part de différents acteurs impacte également la manière de comprendre et de traiter les concepts: dans un contexte où la

¹ Interagency Working Group on Sexual Exploitation. (2025). [Terminology Guidelines for the Protection of Children from Sexual Exploitation and Sexual Abuse](#). Section P, 140.

violence sexuelle envers les garçons est peu reconnue et encore moins abordée, la distinction entre abus et exploitation n'est pas toujours précise. Il est plus courant de parler de violences ou d'abus de manière

plus générale, comme le montrent les déclarations des participant-e-s qui ne font pas toujours la différence entre ces deux concepts, ou entre relations consensuelles et violence.



→ QUELQUES CONSIDÉRATIONS SUR LES NORMES DE GENRE AU BURKINA FASO

NORMES DE GENRE ET CONCEPTION DE LA MASCULINITÉ

Selon les travailleurs·euses consulté·e·s, la figure masculine est traditionnellement associée à l'autonomie, à la responsabilité familiale et à la productivité économique ou reproductive, symbolisée par une descendance nombreuse et des ressources abondantes. Le garçon est perçu comme celui qui doit assumer le rôle de chef de famille, en protégeant les siens et en pourvoyant à leurs besoins. Cette perception implique aussi une plus grande liberté accordée aux garçons, car ils seraient capables de se défendre seuls, ce qui justifie une moindre surveillance. En réponse à la question de savoir s'il est plus facile d'éduquer une fille qu'un garçon, les membres de la communauté locale consultés à Bobo-Dioulasso reconnaissent que l'éducation des filles est davantage contrôlée: *"la fille véhicule l'image de la famille. Par contre, le garçon, c'est l'auto-éducation et l'apprentissage par les pairs"*. Cette différence dans l'éducation renforce l'idée d'une masculinité indépendante.

Cependant, une majorité des participant·e·s à la consultation à Bobo-Dioulasso (9 sur 12) remet en question la phrase *"Les garçons sont durs et forts et ne doivent pas pleurer"*, en estimant que cette croyance empêche les garçons d'exprimer leurs émotions, même dans des situations difficiles. Ils-elles soulignent qu' *"un garçon est avant tout humain" et que "dans certaines situations, pleurer permet de surmonter les difficultés"*. Un participant a précisé:

"en famille c'est permis de pleurer pour un garçon mais une fois qu'il est dans la communauté ou avec ses camarades dehors, il doit jouer au brave et ne pas pleurer"

Ce qui renforce l'idée que les garçons et les hommes ne peuvent pas montrer des faiblesses.

Une dynamique similaire a été observée lors de la consultation menée à Ouagadougou, durant laquelle les discussions ont beaucoup plus porté sur les notions de courage et faiblesse. Un participant a fait une comparaison entre hommes et femmes sur leur capacité de résistance aux *"douleurs"*, notant que les taux plus élevés de suicides chez les hommes démontrent qu'ils sont *"impuissants face à certaines situations. Ils peuvent même être amenés à consommer des drogues, des cigarettes, de l'alcool. C'est une marque de faiblesse"*.

Du côté des enfants consultés, la perception de ce que signifie être un garçon reflète fortement les attentes sociales autour de la force, de la violence et du rôle de protecteurs. À Bobo-Dioulasso, lorsqu'on leur a demandé de décrire ce qui définit un garçon dans leur société, les réponses ont été les suivantes:

Les garçons sont forts; violents; forts quand il s'agit de protéger les gens qu'ils aiment; les garçons sont brutaux, agressifs; être un garçon c'est pouvoir assumer ses responsabilités quand il le faut; les garçons sont parfois gentils.

Ces représentations mettent donc l'accent sur l'agressivité, la force, et d'une certaine manière le manque d'empathie. Néanmoins, lorsque les enfants ont été interrogés sur les idéaux de comportement que les garçons devraient suivre, ils ont fait référence à trois aspects: l'égalité des droits entre filles et garçons, le rôle protecteur du garçon envers *"les gens"*, ainsi que leur intérêt pour les jeux des filles.

À Ouagadougou, les réponses des enfants renforcent l'idée d'un garçon travailleur, fort, héritier de son père, avec un *"aspect masculin"* et un *"esprit de domination"*. Une remarque sur l'importance attribuée aux caractères sexuels a aussi été faite: selon les enfants participants, un garçon *"c'est son sexe"* et *"c'est une femme qui peut dire qu'un homme est un homme, car c'est à cause de ce qui est dans son pantalon"*. Toutefois, lorsqu'on leur a demandé d'indiquer les qualités appréciées chez les garçons, les enfants évoquent le fait d'être protecteur, d'affirmer sa masculinité (une idée rigide de la masculinité), et d'être l'espoir pour la famille.

Ces considérations sur ce qui fait un garçon ou un homme ont un impact direct sur la visibilité de l'exploitation et des abus sexuels envers les garçons: selon un travailleur d'un centre professionnel d'éducation et

de réhabilitation interrogé, les familles *"ne conçoivent pas du tout"* l'idée que des garçons puissent subir des abus sexuels ou être exploités dans la prostitution. Il estime que les garçons ne sont pas exposés aux violences sexuelles de la même manière que les filles, mais que le fait de subir des *"violences morales"* les amèneraient à des *"comportements anormaux"*.

De nombreux professionnels interrogés ont souligné que les familles évitent souvent d'aborder le sujet de l'exploitation et des abus sexuels envers les garçons, en particulier dans les zones rurales où les normes culturelles découragent ce type de discussions. Un responsable d'un centre d'accueil a mis en évidence un préjugé profondément ancré dans la société: *"tout garçon qui se fait violer n'est pas un homme, il perd de ce fait sa virilité"*. Cette croyance, corroborée par d'autres personnes interrogées, contribue à une culture du silence et à la culpabilisation des garçons ayant subi exploitation et abus sexuels. Il est intéressant, à ce propos, de mentionner qu'une étude de Save the Children de 2018 sur les mouvements migratoires des enfants et des jeunes dans les pays de l'Afrique de l'Ouest a signalé que les garçons ayant subi des violences sexuelles, la traite ou l'exploitation sexuelle sont plus difficiles à identifier à cause des stéréotypes de genre qui présentent l'idéal de masculinité comme synonyme de force, de virilité et d'invulnérabilité.² Ces normes sociales et culturelles associées à la masculinité idéale et au pouvoir rendent le signalement des abus très difficiles pour les jeunes garçons.³

Il est d'ailleurs important de souligner que les enfants participants ont en partie attribué la responsabilité des viols subis par les filles à leur manière de s'habiller

² Oscar Guash for J.M. Valcuende del Rio and J. Blanco López, (2003). "Ancianos, Guerreros, Efebos y Afeminados: Tipos Ideales de Masculinidad" in *Hombres, La Construcción Cultural de Las Masculinidades*. Talasa Ediciones. Cited by Save the Children (2018). [Young and on the Move in West Africa | Save the Children's Resource Centre](#).

³ Save the Children (2018). [Young and on the Move in West Africa | Save the Children's Resource Centre](#).

et au *“plus fort taux d’excitation”* des garçons. Un discours similaire a émergé lors de la consultation avec les membres des communautés locales, au cours de laquelle tous·tes les participant·e·s se sont dit d’accord avec la phrase *“les adolescents peuvent être dangereux”*. Un participant a justifié cette position par le fait que *“c’est la volonté de satisfaire leurs besoins, ce qui amène les agressions”*, perpétuant une vision agressive des garçons.

Un inspecteur d’un centre professionnel interrogé a évoqué une différence de perception entre différentes régions du monde. Selon lui, *“en Afrique, la perception de l’exploitation sexuelle des garçons n’est pas acceptée comme dans d’autres pays en Europe. En Europe, il y a des cadres comme les boîtes de nuit, les VIP où c’est possible”*. Cette remarque met en évidence une superposition entre des contextes de divertissement, où des relations consensuelles peuvent exister, et des délits comme la violence ou l’exploitation sexuels.

Les activités de recherche conduites ont d’ailleurs montré une tendance à associer l’homosexualité avec l’abus sexuel, tant par les enfants participants aux consultations que par des travailleurs·euses. Il a été démontré par plusieurs études à l’échelle internationale que les préjugés associant l’homosexualité à l’abus sexuel créent des obstacles à la divulgation pour les garçons ayant subi exploitation et abus sexuels.⁴

L’homosexualité a été perçue au cours des activités de recherche avec les participant·e·s comme déviante et inacceptable, tant par les travailleurs·euses que par les enfants interrogés. Plusieurs ont souligné que les relations homosexuelles masculines sont considérées comme une grande honte pour les familles, une *“pratique qui n’est pas tolérée”*, et

que le sujet reste tabou dans toutes les communautés, rurales ou urbaines. Cela est dû, selon un éducateur interrogé, aux attentes sociales envers les garçons, auxquels on demande de se marier avec une femme et de respecter les préceptes de la communauté, en lien avec sa considération que *“l’homosexualité est en train d’envahir le pays et on peut qualifier cela de déviation sexuelle”*. Les enfants participants ont même associé l’homosexualité à une forme de violence sexuelle. Cette perception a été partagée par quelques travailleurs·euses de première ligne, qui ont évoqué des cas de garçons ayant subi des abus sexuels, *“employés”* par des adultes qualifiés de *“malades”* et qui ont indiqué que *“la pratique est la sodomie, et les enfants entre eux le font également car les aînés exercent la sodomie sur les plus petits”*. Dans ce contexte, les relations homosexuelles ou les identités non binaires sont vues non seulement comme des transgressions, mais aussi comme des facteurs *“favorisant”* l’exploitation sexuelle.

Ce type de discours reflète une certaine préoccupation vis-à-vis de l’homosexualité, parfois mise en lien avec les violences sexuelles. Comme dans d’autres pays, cette association au Burkina Faso peut s’expliquer par des perceptions influencées par le contexte social local ou encore par des idées reçues intériorisées.



⁴ ECPAT International. (2025). *Gender considerations in online child sexual exploitation and abuse: a focus on boys*. Bangkok: ECPAT International; ECPAT International. (2021). *Global Boys Initiative: A global review of existing literature on the sexual exploitation of boys*. ECPAT International.

EXPLOITATION ET ABUS SEXUELS DES GARÇONS AU BURKINA FASO

RISQUES IDENTIFIÉS ET FACTEURS FACILITANT L'EXPLOITATION ET L'ABUS SEXUELS DES GARÇONS

Les participant·e·s ont identifié de nombreux facteurs de risque auxquelles les garçons font face et qui peuvent augmenter l'exposition à l'exploitation et aux abus sexuels. La pauvreté a été identifiée comme une situation qui favorise ces formes de violence. Les travailleurs-euses ont notamment évoqué les enfants en situation de rue, qui sont considérés comme étant particulièrement vulnérables, et leur recherche de moyens de subsistance, par exemple à travers les corvées. Ils-elles ont souligné que des délinquants exploitent cette précarité en abusant de la confiance des enfants, en leur faisant de fausses promesses ou en leur offrant de petits cadeaux. Les enfants ont cité, en relation avec la recherche de travail et la nécessité de gain, les marchés et le commerce ambulant comme lieux à risque.

Certaines caractéristiques, comme le fait que des enfants soient plus jeunes, en situation de handicap, montrent des troubles du comportement, ou soient considérés comme *“naïfs”* par les travailleurs-euses, augmenteraient, selon des employé·e·s d'un centre de transit et un professionnel de santé, leur exposition aux risques. Un travailleur a mentionné les enfants *“en difficultés comportementales, troubles de conduite, difficultés familiales,*

enfants en conflits avec la loi”, et d'autres ont identifié le milieu carcéral comme à haut risque d'exploitation sexuelle.

Certains ont rapporté que la situation sécuritaire du pays a entraîné une augmentation des incidents sexuels entre garçons, en lien avec les déplacements massifs vers Ouagadougou et ses périphéries. Le fait de se trouver en situation de mobilité, ou encore le contexte humanitaire, sont perçus par beaucoup d'entre eux comme des facteurs de risque auxquels les enfants doivent faire face. De plus, selon des éducateurs, psychologues et gestionnaires de cas, les enfants qui mendient dans les rues et les enfants talibés (enfants confiés par leurs proches à des écoles coraniques pour leur éducation religieuse) sont également exposés à un risque accru d'exploitation sexuelle.

La consommation de drogues et d'autres substances a également été présentée par un travailleur interrogé comme un facteur de risque entre pairs, mais aussi comme un élément qui accroît la vulnérabilité face aux adultes. Ces préoccupations ont été partagées par les membres de communautés locales. La problématique de la fréquentation des lieux qu'on considère réservés aux adultes, tels que les maquis⁵ ou les lieux commerciaux, a aussi été soulevée: ces lieux ont été décrits comme dangereux pour les enfants par les communautés consultées. Un autre

⁵ Selon la définition fournie par le dictionnaire Le Robert, les maquis sont des restaurants/bars clandestins ou mal famés en Afrique. Le Robert (n.d.). [Définition du mot “maquis”](#).

travailleur interrogé a affirmé que ces endroits *“les amènent à se frotter tous les jours aux adultes, dont certains ont des besoins d'exprimer leur sexualité dans la perversité”*. Les communautés ont d'ailleurs apporté un éclairage supplémentaire sur le risque que les lieux de divertissement poseraient, en faisant référence à des cas de séquestration de garçons pour les trafiquer, séquestrations qui auraient lieu dans des vidéoclubs. Une perception de danger associée à ces endroits a été confirmée par les enfants de Ouagadougou, mais il est difficile d'établir à quel point les propos des enfants sont influencés par les peurs de leurs parents ou par une réelle sensation d'insécurité entre pairs. Dans ce sens, une perception du risque lié aux *“mauvaises compagnies”* a été évoquée, tant par les membres des communautés locales que par les enfants. Le manque de suivi ou de surveillance parentale renforcerait cette exposition, selon des travailleurs-euses et des participant-e-s issu-e-s de la communauté.

Les enfants ont également évoqué un sujet de vive préoccupation: lors de l'exercice d'identification des risques à différents niveaux (individuel, communautaire, structurel), ils ont mentionné le fait de se rendre chez des tuteurs ou des éducateurs comme une situation exposant à un risque de maltraitance et d'abus sexuel. Cela est particulièrement lié à la pratique du confiage, selon laquelle les enfants sont confiés à des adultes censés les accueillir, les protéger et, en particulier pour les garçons, leur fournir une éducation. Or, cette pratique a souvent conduit à des violations de leurs droits, y compris à des formes d'exploitation sexuelle.

Enfin, certains travailleurs-euses ont noté que la *“découverte de la sexualité entre enfants”* pourrait augmenter le risque

d'abus, ce qui met en évidence une distinction souvent floue entre l'exploration sexuelle consensuelle entre pairs et les situations de violence.

TENDANCES RELATIVES À L'EXPLOITATION ET AUX ABUS SEXUELS DES GARÇONS

La revue de la littérature a mis en évidence une lacune importante dans les données récentes sur les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants de tous les genres. Les estimations les plus récentes disponibles, datant de 2018, indiquent que 3,1% des enfants interrogés âgés de 12 à 17 ans ont vécu une expérience de violence sexuelle au cours des 12 mois précédant l'enquête (5,7% des filles interrogées contre 0,8% des garçons).⁶ Cependant, les informations recueillies auprès des participant-e-s aux consultations et aux entretiens ont offert des perspectives plus actuelles sur les caractéristiques de ce problème, fondées sur leurs perceptions, leurs expériences directes et leur engagement professionnel quotidien.

Les travailleurs-euses interrogé-e-s ont indiqué que les cas de violence sexuelle contre les garçons dont ils ont connaissance sont davantage concentrés dans les grandes villes et en milieu carcéral. Par ailleurs, certain-e-s d'entre eux-elles ont signalé le phénomène du lévirat; dans certains cas qu'ils-elles ont rencontrés, cette pratique a contraint des garçons à épouser une femme adulte dont le conjoint était décédé, les exposant ainsi à des abus sexuels de la part de celle-ci. Cette pratique puise son origine dans les coutumes, mais elle contraste avec les dispositions du Code des personnes et de la famille, qui fixe l'âge minimum du mariage à 20 ans pour les garçons,⁷ ou à 18 ans en cas de 'motif grave'

⁶ Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP). *Etude nationale sur les violences faites aux enfants au Burkina Faso*. Ministère de la Femme, de la Solidarité nationale, de la Famille et de l'Action humanitaire, Save the Children, UNICEF.

⁷ République du Burkina Faso (1989). *Code des Personnes et de la Famille*. Article 238.

approuvé par le tribunal civil et avec le consentement des parents.⁸

Les enfants participants ont affirmé que la violence sexuelle contre les garçons existe, et ils estiment que les responsables sont souvent des garçons plus âgés, des filles ou des adultes. Des cas ont été aussi signalés par les membres de communautés locales, qui ont remarqué le risque posé par les relations de voisinage et au sein de la famille. Dans un cas, l'agresseur attirait des garçons dans des maisons afin de commettre des abus; dans un autre, il s'agissait d'une femme âgée qui persuadait les garçons de lui rendre de petits services, avant de les séquestrer.

Enfants en situation de mobilité, de rue, traite et travail d'enfants

Dans l'analyse du phénomène il est important de remarquer que le Burkina Faso comptait en 2024 plus de deux millions de personnes déplacées internes, dont 80% étaient des femmes et enfants.⁹ Le déplacement se fait surtout des zones rurales aux villes ou vers d'autres pays, et ses conditions exposent les enfants à des risques accrus d'exploitation par le travail et sexuelle. Une étude menée en 2022 sur les trafiquants, ou 'passeurs', a conclu que les groupes de contrebande opérant au Burkina Faso — ainsi que certains fonctionnaires facilitant le passage — sont impliqués dans l'exploitation sexuelle de migrants et de réfugiés, parfois utilisée comme forme de pot-de-vin.¹⁰

Ces données, même si elles ne sont pas relatives aux garçons, suggèrent un risque élevé d'abus pour tous les enfants en situation de mobilité. Sur ce sujet, selon

les données fournies par un travailleur, parmi les 270 enfants hébergés dans un centre d'assistance sanitaire en contexte humanitaire en 2024, environ 180 étaient, d'après l'éducateur ayant rapporté l'information, en situation de mobilité. Selon lui, presque tous ces enfants sont considérés comme victimes d'abus, car au cours de leur parcours migratoire, il leur arrive de vivre dans la rue, or *"tout enfant arrivé en [situation de] rue intègre un site et sur ce site il y a l'organisation des aînés de rue"*. L'intégration au groupe impliquerait un *"passage obligatoire de céder à cette pratique"* pour être accepté. Même en dehors des parcours migratoires, des cas d'abus sexuels sur des enfants en situation de rue ou de mendicité ont été rapportés. D'après les travailleurs-euses qui ont partagé ces informations, les abus sont parfois commis par des adultes, mais aussi par d'autres garçons plus âgés. Selon certains d'entre eux-elles, ces mêmes enfants, une fois dans des centres d'accueil, reproduisent à leur tour ces abus sur d'autres enfants. Un éducateur spécialisé d'un centre de transit a remarqué que *"la plupart des cas étaient [...] par contrainte"* mais se transformaient rapidement en une opportunité pour gagner *"quelques sous"*, en passant ainsi d'une forme d'abus à une situation d'exploitation moyennant de l'argent. Ces témoignages laissent ainsi supposer que le taux de victimisation des garçons en situation de mobilité ou de rue est bien plus élevé que ne le laissent entendre les statistiques issues des centres d'accueil.

Selon l'UNICEF, 43% des garçons au Burkina Faso ont été soumis à des formes de travail d'enfants en 2023, ce qui accroît leur vulnérabilité aux abus et à l'exploitation.¹¹ Lors des consultations, des membres

⁸ Ibid. Article 241.

⁹ Internal Displacement Monitoring Centre (2024). [Country profile - Burkina Faso](#).

¹⁰ TOCTA Sahel et UNODC (2022). [Smuggling of migrants in the Sahel](#). Le texte ne précise pas si les personnes interrogées sur cette question étaient des trafiquants, des migrants et réfugiés, ou un mélange des deux. Il n'est donc pas possible de déterminer le nombre exact de personnes correspondant au pourcentage mentionné.

¹¹ UNICEF (2024). [The State of the World's Children 2024 Statistical Compendium - UNICEF DATA](#). Table 1 - Demographics.

de la communauté ont signalé des cas spécifiques de garçons travaillant dans le secteur de la construction ou recrutés pour l'exploitation aurifère, ayant subi des abus sexuels. Ces résultats font écho à ceux d'une étude réalisée en 2020 par ECPAT France, qui indiquait que 7,3% des garçons interrogés sur les sites d'extraction d'or avaient eu des relations sexuelles en échange d'une compensation, certains témoignages faisant état de relations homosexuelles d'exploitation impliquant des adultes.¹²

Centres et structures d'accueil, écoles ou milieu sportif

Des cas d'abus entre garçons ont été rapportés par les travailleurs-euses dans plusieurs structures d'accueil, en particulier lorsque des adolescents plus âgés, de 18 ou 19 ans, sont hébergés avec des enfants, notamment de 13 ou 14 ans. Des situations similaires ont également été rapportées dans le milieu sportif. Ces abus prennent parfois la forme de manipulations, comme des *"flatteries"* ou des offres de *"protection"* visant à instaurer une relation de confiance. La *"flatterie"* a également été mentionnée comme stratégie de rapprochement par les enfants consultés. Selon un travailleur d'un centre d'accueil et de transit, les garçons qui subissent des violences sexuelles au sein des centres et structures sont souvent les plus jeunes, ceux qu'il qualifie de *"naïfs"*, ainsi que des enfants en situation de handicap présentant des troubles de l'apprentissage.

Enfin, un éducateur travaillant dans un centre pour enfants orphelins a également exprimé des préoccupations concernant les risques de violences sexuelles à l'encontre des garçons dans le contexte scolaire. En effet, bien qu'il n'existe pas de données plus récentes pour corroborer cette affirmation,

l'Etude nationale sur les violences faites aux enfants au Burkina Faso de 2018 rapportait que des attouchements sexuels avaient été subis tant par des filles que par des garçons, la majorité de ces abus ayant eu lieu à l'école ou au sein du foyer.¹³

Exploitation des garçons dans la prostitution

Les travailleurs-euses et les membres des communautés ont signalé de nombreux cas d'exploitation de garçons dans la prostitution, impliquant souvent des adultes occupant des rôles d'autorité ou disposant d'un pouvoir économique. Parmi les cas signalés, on peut citer celui de garçons récupérés près des écoles par des adultes au volant de voitures de luxe et celui d'un garçon payé par son enseignante pour des actes sexuels. En outre, selon les travailleurs-euses et les membres de la communauté, certaines femmes adultes exploiteraient des garçons et des jeunes hommes en situation de vulnérabilité en leur offrant un refuge en échange de faveurs sexuelles, en particulier à Ouagadougou. Les enfants participants ont confirmé avoir connaissance de telles situations, faisant référence à des garçons qui seraient *"dominés"* par des femmes aisées. Ils ont aussi parlé des cas de *"garçons gigolos"*.

Une étude réalisée en 2014 par ECPAT France et ECPAT Luxembourg, bien que datée, fournit davantage de contexte sur l'exploitation sexuelle des garçons dans la prostitution à Ouagadougou.¹⁴ Un garçon interrogé avait raconté avoir été expulsé de chez lui en raison de son orientation sexuelle, ce qui l'a conduit à une relation d'exploitation avec un homme plus âgé et puissant qui lui offrait un train de vie confortable en échange de relations

¹² ECPAT France (2020). [Étude de la situation de l'exploitation sexuelle et de la traite des enfants sur les sites d'orpaillage au Burkina Faso](#).

¹³ Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP). [Etude nationale sur les violences faites aux enfants au Burkina Faso](#). Ministère de la Femme, de la Solidarité nationale, de la Famille et de l'Action humanitaire, Save the Children, UNICEF.

¹⁴ ECPAT France et ECPAT Luxembourg (2014). [Etude sur la prostitution des mineurs et ses liens avec la migration et la traite à Ouagadougou, Burkina Faso](#).

sexuelles. Le garçon a mentionné l'existence de réseaux de soutien LGBTQIA+, au sein desquels les garçons exploités partagent leurs expériences.¹⁵

Cas impliquant des travailleurs expatriés

Les informations partagées par les participant·e·s ont aussi exposé des situations d'asymétrie entre travailleurs étrangers et enfants, ainsi que des cas que l'on pourrait qualifier de volontourisme.¹⁶

Un travailleur d'un centre sanitaire en contexte d'assistance humanitaire a confié aux chercheur·e·s le cas d'une formatrice expatriée qui collaborait avec la structure et qui a démarré une relation d'exploitation avec un enfant auquel elle garantissait des vêtements, de la nourriture, l'inscription à des cours et la location d'un appartement. Après la dénonciation de l'enfant à son éducateur, la personne a rompu tout contact, ce qui a entraîné la retombée du garçon dans la consommation de substances, et finalement son décès. De façon similaire, deux autres travailleur·e·s ont fait état du cas d'un éducateur spécialisé étranger abordant les garçons avec l'excuse de leur préparer à manger, et d'un travailleur occidental d'une société sur place qui a réussi à s'enfuir vers la France. Enfin, un gestionnaire de cas a raconté que le centre d'hébergement où il travaille avait accueilli des jeunes espagnoles, étudiantes de médecine et biologie, qui étaient en stage, et qu'au cours de leur séjour elles avaient loué une maison où elles exploitaient des jeunes du centre, un enfant de 17 ans et un jeune de 18. De plus, les abus avaient été filmés et diffusés en ligne. Ces cas montrent l'importance de vérifier les antécédents de toute personne, nationale ou étrangère, travaillant ou faisant

du bénévolat en contact étroit avec des enfants, et de veiller à ce que les cas soient signalés afin d'éviter que ces personnes puissent ensuite réitérer leurs actes ailleurs.

Rôle de la technologie

Le rôle d'internet dans l'exploitation et les abus sexuels a été mis en avant au cours des échanges entre participant·e·s et chercheur·e·s. Toutefois, l'attention s'est souvent concentrée sur l'accès des enfants à la pornographie en ligne destinée aux adultes. Cela a été fréquemment mentionné comme un facteur influençant les comportements sexuels des enfants, notamment par les travailleur·e·s, qui ont rapporté que le visionnage de contenus pornographiques est courant parmi les jeunes. Certains ont indiqué qu'ils considèrent qu'internet exerce une influence négative sur les enfants, les amenant, selon eux, à une *“sexualité précoce”*.

Des cas d'exploitation sexuelle par le biais de réseaux en ligne ont aussi été rapportés. Selon certain·e·s travailleur·e·s interrogé·e·s, des groupes WhatsApp seraient utilisés pour organiser des situations d'exploitation d'enfants dans la prostitution, souvent orchestrées par d'autres jeunes issus de familles aisées. Ces groupes prendraient comme cible des garçons plus jeunes, parfois en situation de rue. Les délinquants accédant à ces réseaux sont parfois des adultes, mais ce n'est pas toujours le cas. Un exemple précis a été rapporté par un psychologue, concernant un réseau d'étudiants actif vers 2020, qui utilisait WhatsApp pour *“présenter”* certains de leurs pairs à des femmes en échange d'une rémunération. Le psychologue a expliqué que ces étudiants jouaient un *“rôle de proxénètes”*.

¹⁵ ECPAT France et ECPAT Luxembourg (2014). [Etude sur la prostitution des mineurs et ses liens avec la migration et la traite à Ouagadougou, Burkina Faso](#).

¹⁶ Le concept de volontourisme doit être distingué de celui de volontariat professionnel et réglementé. Il recouvre l'essor de nouveaux "produits", "programmes" et "forfaits" de voyage qui proposent des activités de volontariat à court ou long terme, ainsi que des placements personnalisés, grâce auxquels les volontaires – étrangers, locaux ou résidents de longue durée – peuvent travailler avec les populations locales ou dans des sites religieux, des écoles, des installations sportives et des institutions d'accueil des enfants, ou se rendre dans ces lieux.

SERVICES ET STRATÉGIES DE RÉPONSE À L'EXPLOITATION ET À L'ABUS SEXUELS AU BURKINA FASO

DISPOSITIFS ET SERVICES EXISTANTS POUR LES GARÇONS VICTIMES ET/OU SURVIVANTS D'EXPLOITATION ET D'ABUS SEXUELS

La recherche s'est aussi intéressée aux services disponibles pour les garçons ayant subi des violences sexuelles au Burkina Faso. Le pays a pris des engagements nationaux et internationaux pour créer un environnement protecteur, avec des programmes de prévention mis en œuvre par des ministères et des organisations non gouvernementales. Cependant, selon un éducateur spécialisé, les dispositifs institutionnels comme le guichet unique, le numéro vert ou la juridiction pour enfants restent peu visibles et peu accessibles, et sont en grande partie dépendants de financements extérieurs. Au niveau communautaire, d'après un travailleur interrogé, différents mécanismes ont été identifiés, tels que des cellules familiales et des cellules de veille, ainsi que des activités de sensibilisation, des théâtres-fora et des discussions collectives animées par des femmes leaders.

Les enfants consultés à Ouagadougou ont identifié des associations ou structures actives dans leur protection, telles que Keoogo ou le Bureau International des Droits des Enfants, ainsi que la police. Les membres des communautés ont aussi mentionné un large éventail d'acteurs protecteurs: des organisations non gouvernementales locales (Tié, Maya, Espoir

et Vie), des institutions internationales (agences des Nations Unies, Organisation Internationale des Migrations, Croix-Rouge), des structures religieuses, et des organes étatiques comme les ministères, la gendarmerie ou l'Assemblée législative.

LIMITES ET BARRIÈRES À L'ACCOMPAGNEMENT ET AU SOUTIEN AUX GARÇONS VICTIMES ET/OU SURVIVANTS

Contraintes financières, organisationnelles et défis dans la formation spécialisée et la disponibilité de ressources

Les dispositifs de protection de l'enfance font face à de nombreux obstacles. Un éducateur spécialisé a signalé que, dans le centre où il travaille, l'équipe comprend des éducateurs et un infirmier, mais le psychologue a un statut de vacataire, ce qui complique la prise en charge en cas de besoin. De plus, selon lui, les éducateurs n'ont pas des connaissances approfondies sur certaines problématiques telles que l'exploitation et les abus sexuels. Plusieurs travailleurs-euses soulignent en effet l'absence de personnel spécifiquement formé sur la question des violences sexuelles envers les garçons et le manque d'adaptation des procédures de prise en charge, et mentionnent aussi une évolution des compétences qui ne suit pas le même rythme que les nouvelles manifestations du phénomène.

Certaines interventions de prise en charge et de sensibilisation existent, mais elles ne ciblent pas spécifiquement les garçons. Par ailleurs, selon un travailleur, des stéréotypes et connaissances non fondés peuvent conduire certains professionnels, notamment dans le secteur médical, à poser des diagnostics erronés en cas d'abus sexuel, minimisant ou niant les faits, ce qui peut entraîner une forme de revictimisation.

Les contraintes matérielles ont également été évoquées par les travailleurs-euses. Un exemple cité est celui des téléphones portables pour les éducateurs achetés sans cartes de recharge, ou le manque de matériel récurrent. À cela s'ajoute l'instabilité des financements: les services dépendent fortement des partenaires, et les fonds sont souvent entrecoupés. Le départ de certains bailleurs a aussi entraîné des compressions de personnel dans certaines structures. Les budgets ne permettent pas, d'après un travailleur, de couvrir l'ensemble du territoire, et certains éducateurs vont jusqu'à payer eux-mêmes certaines visites en urgence. Certains projets, tels que la séparation des dortoirs pour améliorer la sécurité, sont restés inachevés. Néanmoins, des avis divergents ont également été exprimés, un professionnel estimant que les services offerts sont holistiques et, dans l'ensemble, de qualité.

La sensibilisation demeure largement insuffisante, voire inexistante, d'après les travailleurs-euses interrogé-e-s. Un intervenant a cité, parmi les défis principaux: *“la faible réalisation des activités de sensibilisation dans les familles et les communautés. Aussi, il faut pouvoir endiguer la mobilité des enfants et promouvoir la réalisation d'activités économiques pour les enfants en général. Également, le soutien matériel pour des sorties récréatives, le renforcement de compétences, des connaissances, de campagnes de plaidoyers pour communiquer avec la population.*

Les éducateurs doivent intensifier la sensibilisation auprès des jeunes”. Le manque de coordination entre structures sanitaires et prestataires de terrain a également été souligné, notamment par un professionnel de santé en gynécologie, membre d'un groupe de travail entre organisations humanitaires focalisé sur les violences basées sur le genre.

Du côté des communautés, certains membres ont admis ne pas être informés de l'existence des services, ou ont cité des cas de filles ayant subi des abus sexuels n'ayant pas reçu de prise en charge. En contraste, les enfants interrogés à Bobo-Dioulasso ont déclaré connaître certains services d'assistance, bien que de manière très générique: les associations, l'action sociale, la police et la gendarmerie. Ils ont quand même souligné les difficultés rencontrées au sein des structures de santé, où *“on vous fait tourner beaucoup sans succès”*.

Barrières socio-culturelles

Plusieurs obstacles sociaux et culturels rendent très difficile l'accès des garçons ayant subi exploitation et abus sexuels aux services de protection. Un professionnel de santé en gynécologie interrogé a bien résumé le problème: *“la question de [la] sexualité est un sujet tabou dans bon nombre de familles en Afrique, les enfants peuvent être victimes et ne pas le savoir”*. Ce tabou contribue à l'invisibilisation du phénomène, et complique l'identification des cas. Selon un inspecteur d'un centre de transit, les gens attendent *“que le problème se pose”* avant d'aborder l'éducation sexuelle avec les garçons qu'ils connaissent ou supervisent, et cela de forme transversale aux différents milieux.

La stigmatisation joue également un rôle important. La honte, le rejet ou le manque de soutien de la part des familles sont

fréquemment rapportés, ce qui dissuade les garçons ayant subi exploitation et abus sexuels ou leurs proches de dénoncer les faits ou de demander de l'aide. Les témoignages de garçons très jeunes sont parfois minimisés ou ne sont pas pris au sérieux. De plus, certains partenaires ou services agissent selon ces mêmes biais, même si les besoins existent aussi chez les garçons, contribuant ainsi à des défis importants dans l'accès aux services.

Des réactions violentes peuvent décourager les signalements. Dans certains cas, selon un travailleur interrogé :

“les personnes impliquées sont [...] rejetées, même bannies, [et subissent] des châtiments corporels surtout quand l'affaire est traitée hors du cadre familial, à partir des structures comme la justice ou la police”.

Cet aspect fait ressortir une forte méfiance envers le signalement public. Un autre travailleur, employé comme éducateur, précise que *“si un garçon, dans ce rôle que la société lui confère, est victime et décide de se révéler, alors la société va le prendre et le menacer, et [il] pourrait être victime de violence physique”*. Lors des consultations menées avec les enfants à Bobo-Dioulasso, plusieurs participants ont indiqué que les garçons rencontrent des difficultés différentes de celles des filles pour obtenir du soutien de leur cercle social ou familial, ce qui pourrait s'expliquer par les perceptions différenciées évoquées précédemment. La peur reste selon eux un facteur important de silence. À ce sujet, une annotation des chercheurs-euses de l'équipe met l'accent sur le rôle fondamental que le support des pairs peut jouer dans une situation de violence : *“si les enfants ont démarré timidement, car ayant un peu honte, d'aborder la sexualité de manière générale et particulièrement celle des garçons, cela a été un déclic pour tout le monde lorsqu'une fille a parlé de l'existence de l'exploitation sexuelle des garçons”*.



RECOMMANDATIONS

Afin de prévenir et de répondre de manière adéquate à l'exploitation et aux abus sexuels envers les garçons, il est essentiel de mettre en place un système de protection de l'enfance solide, bien coordonné entre les différents acteurs, et doté de ressources humaines, techniques et financières suffisantes. Les recommandations suivantes ont été formulées sur la base des recherches menées dans le cadre de ce projet. Les différents participant·e·s aux activités de recherche ont été invités à formuler des recommandations qui ont été examinées et approfondies lors de l'atelier de consultation nationale tenu à Ouagadougou en juin 2025.

Politique et législation

- » Adapter au contexte local et puis tester des approches holistiques et fondées sur les droits en matière d'éducation relationnelle et sexuelle. Ces approches doivent être adaptées à l'âge des enfants, s'appuyer sur leurs points de vue et leurs perspectives, et être régulièrement mises à jour afin de refléter les nouvelles recherches et tendances.
- » Ces approches doivent également couvrir de manière exhaustive la sexualité, la manière d'établir des relations positives et saines, l'autonomie et l'intégrité corporelles, ainsi que le consentement. Elles doivent également transposer les concepts fondamentaux d'autonomie corporelle et de consentement au monde numérique et aux interactions en ligne.
- » L'accès à la scolarisation doit être garanti et doit s'accompagner d'un système d'orientation efficace vers les services sociaux pour les enfants ayant besoin de protection, y compris des mécanismes qui tiennent compte des dynamiques de pouvoir et de genre chez les enfants.
- » Mettre en place des mécanismes ciblés pour garantir la prise en charge et le soutien complets des enfants en situation de rue, adaptés à leurs besoins spécifiques. Ces mécanismes doivent être sensibles au genre, fondés sur les droits et œuvrer activement à réduire la stigmatisation dont ils font l'objet, afin de garantir leur accès égal aux services, à la protection et aux possibilités de réintégration.

Gouvernance et coordination

- » Renforcer les mécanismes de veille et de surveillance existants, tels que la ligne téléphonique d'alerte 116, les cellules communautaires ou encore les réseaux de protection composés d'acteurs du secteur de la protection de l'enfance, afin de permettre la détection précoce des cas d'exploitation et d'abus sexuels.
- » Il est notamment nécessaire de renforcer les dispositifs existants de concertation, tant au niveau formel que communautaire, afin d'assurer une réponse cohérente et collective à l'exploitation sexuelle des enfants. L'État doit démontrer un engagement plus fort sur ce sujet, incluant explicitement la protection des garçons et défiant les biais et les idées reçues sur le genre.
- » Encourager la dénonciation des violences en garantissant l'accès sécurisé à des services adaptés aux survivants tout en mettant en œuvre des interventions qui visent à briser le tabou et la stigmatisation qui pèsent sur les garçons ayant subi exploitation et abus sexuels.
- » Soutenir la formation pour l'avenir professionnel des enfants, dans le but de leur offrir des perspectives d'avenir et de prévenir les risques d'exploitation.

- » Instaurer un système de suivi des recommandations pour mesurer les progrès réalisés et garantir des résultats concrets dans la protection de l'enfance.

Ressources humaines et financières

- » Prioriser le recrutement de ressources humaines qualifiées additionnelles, en particulier dans les domaines médical et psychosocial, pour répondre de manière adéquate aux besoins des garçons ayant subi des abus et réduire les lacunes dans la couverture des services.
- » Mettre en place des actions de sensibilisation et formations pour les travailleurs-euses en contact avec les garçons visant à déconstruire les stéréotypes de genre, qui entravent une prise en charge équitable et efficace des survivants, et à promouvoir des modèles alternatifs de masculinité dans lesquels les garçons soient encouragés à demander de l'aide et à établir des relations fondées sur l'empathie et le respect.

Continuum de services

- » Moderniser et réorganiser les lieux d'hébergement pour enfants ayant subi exploitation ou abus sexuels, notamment par la construction de dortoirs, afin de garantir une meilleure protection et le respect de l'intimité des enfants accueillis. Une attention particulière doit être accordée aux besoins des garçons, qui sont souvent négligés dans la conception et la programmation des centres, afin de garantir leur accès égal à un hébergement sûr et à un soutien adéquat.
- » Renforcer les actions de sensibilisation auprès des jeunes, des parents et des éducateurs, notamment en utilisant des outils variés comme les ciné-débats ou les supports audiovisuels, en intégrant une perspective de genre pour mieux prévenir les abus et l'exploitation sexuels et pour changer les discours autour des biais et stéréotypes de genre qui affectent les enfants. Ces actions doivent

aussi cibler l'entourage proche des enfants — amis, familles, enseignants — afin de mieux faire connaître les droits des enfants, d'inviter à reconnaître ses propres biais basés sur le genre, notamment sur la victimisation des enfants, et de prévenir les violences sexuelles dès les premiers signes.

Participation des enfants et des communautés

- » Mobiliser les leaders communautaires, religieux et traditionnels — tels que les chefs, les imams et les femmes leaders — en tant que figures protectrices reconnues par les enfants, afin de contribuer à la prévention et à la sensibilisation autour de l'exploitation et des abus sexuels. Cette mobilisation doit viser également à remettre en question les normes de genre et les conceptions rigides de la masculinité qui empêchent les garçons de signaler les violences qu'ils subissent ou de demander de l'aide, et qui entravent une compréhension juste des risques auxquels ils sont exposés.
- » Créer un environnement protecteur en renforçant le cercle social des garçons — famille, amis de confiance — et en veillant à ce qu'ils puissent bénéficier de ce soutien dans tous les espaces qu'ils fréquentent, y compris la nuit, dans la rue ou dans d'autres situations de vulnérabilité. Conformément à la vision exprimée par les enfants et les adultes lors des consultations, la valorisation et le respect de certaines valeurs traditionnelles peuvent également constituer un levier positif pour bâtir une communauté protectrice, tout comme le renforcement du rôle et de la visibilité des Cellules Communautaires de Protection de l'Enfance.

Données et preuves

- » Assurer une diffusion large et stratégique des résultats de recherches sur l'exploitation et les abus sexuels

d'enfants, y compris les données sur les risques et les défis spécifiques auxquels sont confrontés les garçons en matière de protection, grâce à des approches diversifiées et adaptées au contexte, conçues pour différents publics. Cela comprend la publication de rapports en formats accessibles, l'organisation de campagnes de sensibilisation dans les médias locaux, la production et diffusion de supports visuels (affiches, vidéos, infographies) dans les langues nationales, la tenue d'ateliers communautaires avec les groupes et cellules de protection existantes, ainsi que de sessions de formation à destination des acteurs de terrain et des décideurs, afin de sensibiliser, de lutter contre la stigmatisation et de promouvoir des mesures de protection de l'enfance éclairées et inclusives qui tiennent compte des expériences souvent négligées des garçons.

- » Améliorer les systèmes de collecte et de gestion des données afin de garantir une documentation complète et fiable

des cas d'abus sexuels et d'exploitation des garçons. Cela devrait inclure la collecte systématique de données désagrégées par sexe, âge, handicap, type d'abus/d'exploitation, profil de l'enfant et de l'auteur, ainsi que des recherches qualitatives ciblées afin d'éclairer l'élaboration de politiques publiques sensibles au genre et à l'intersectionnalité. L'ensemble de ces efforts devrait être lié de manière cohérente aux systèmes de protection de l'enfance pour assurer un suivi intégré et efficace.

- » Les recherches futures devraient élargir la portée et la diversité de leurs échantillons afin de garantir la collecte de données fiables et représentatives. Cela implique notamment d'assurer une couverture géographique plus large et d'inclure un large éventail de participants, en particulier différents groupes d'enfants en fonction de leur âge, de leur sexe, de leur situation de vie, etc., afin de saisir l'ensemble des expériences et des risques en matière de protection dans tous les contextes.



LA PAROLE AUX ENFANTS: LEURS IDÉES POUR AGIR

- » Travailler la thématique de l'exploitation et des abus sexuels des garçons avec les leaders communautaires — tels que les chefs, les imams, les femmes leaders, etc. — en tenant compte du fait que, selon les enfants, le respect de certaines "*valeurs traditionnelles*" constitue un facteur de protection. Ces éléments ont été identifiés lors des exercices d'analyse des risques menés au niveau communautaire.
- » Garantir la scolarisation, étant donné qu'elle a été à plusieurs reprises identifiée par les enfants comme un facteur qui diminue le risque d'exploitation et d'abus, et qui contribue au bien-être des garçons.
- » Mener des activités de sensibilisation sur l'exploitation et les abus sexuels des garçons auprès de leurs pairs et des familles, afin de favoriser un environnement dans lequel les garçons se sentent plus à l'aise pour se confier sur ce qu'ils vivent.
- » Assurer la prise en charge des enfants en situation de rue, qui ont été identifiés comme des sujets particulièrement exposés aux risques.
- » Soutenir la formation professionnelle des enfants afin de favoriser leur insertion socio-économique et d'élargir leurs perspectives d'avenir.
- » Renforcer l'attention portée par les adultes aux décisions qui concernent directement les enfants, notamment en évitant de les confier à des personnes inconnues ou de les laisser seuls la nuit, ces situations ayant été identifiées par les enfants comme des sources d'insécurité.



328/1 Phaya Thai Road,
Ratchathewi, Bangkok,
10400, Thaïlande

Téléphone: +662 215 3388
Courriel: info@ecpat.org
Site web: www.ecpat.org

Pour plus d'informations:

